

Claude DEBONS – Jacques RIGAUDIAT – 28/12/2012

Par une action coordonnée avec une droite qui se révèle de plus en plus ultra, **le patronat vient de remporter une bataille**. Depuis les élections, les dirigeants de la droite ont mené une offensive violente et grossière sur l'incompétence du gouvernement, allant même jusqu'à mettre en cause avec des accents quasi-factieux la légitimité de la gauche à gouverner. Adossés à leurs « experts » économiques, la plupart des médias ont emboité le pas, dans un « Hollande-Ayrault bashing » insistant. Ils ont ainsi rejoué jusqu'à la nausée le coup de « la seule politique possible ». Quelques petits pigeons patronaux envoyés en éclaireur ont ensuite testé les lignes de défenses du gouvernement sur la fiscalité des entreprises et constaté leur extrême friabilité. Dès lors, l'offensive des 98 rapaces du grand patronat sur la compétitivité a emporté les dernières digues. Le rapport Gallois n'a ainsi servi qu'à habiller la capitulation du gouvernement. La conférence de presse du Président a confirmé qu'il ne s'agissait pas d'une simple reculade sous les coups de l'adversaire, mais bien d'un ralliement à une orientation économique libérale, désormais pleinement assumée. **Un tournant politique majeur vient de se produire, — 1983 sans 1981, en quelque sorte —, qui va durablement marquer le quinquennat si rien ne vient rapidement bousculer la nouvelle situation.**

En reculant sur le terrain de la politique économique, le gouvernement est amené à dévoiler sa faible capacité de résistance. Les reculs ou les capitulations dès lors se multiplient et s'étendent désormais à d'autres champs : dépassements d'honoraires des médecins, droit de vote des étrangers, mariage pour tous ...

Nous ne devons pas en prendre notre parti ; nous devons tout faire pour que monte l'exigence d'un véritable changement.

Le pire, c'est que le patronat n'a même pas eu à combattre vraiment pour emporter le morceau et Laurence Parisot a été surprise de la facilité à obtenir satisfaction. Du fait de son inscription résolue dans le cadre du traité budgétaire européen, comme l'a matérialisé son engagement en faveur du TSCG, ce gouvernement ne pouvait avoir de stratégie cohérente pour le changement. Parce qu'il se réclame du « modèle allemand », son orientation était clairement en contradiction avec les engagements pris pendant la campagne. Nulle surprise donc à avoir : le « virage » était dès lors inéluctable, seul son moment restait incertain. Il dépendait du rapport des forces sociales et politiques, de l'ampleur donc des pressions qui allaient s'exercer sur lui.

Quelle est à cet égard la situation ? D'un côté une droite, un patronat, un système médiatique pleinement mobilisés... De l'autre... ?

Le mouvement social est atone (à l'exception de luttes d'entreprises défensives sur l'emploi souvent défaites et de la journée d'action de la CGT sur l'industrie le 9 octobre avec 25 000 manifestants à Paris), le syndicalisme est divisé et incapable de mobiliser massivement sur des objectifs unifiés (les manifestations limitées du 14 novembre dans le cadre de la Confédération européenne des syndicats n'infirment pas cette réalité). Quant aux mobilisations « sociétales » (mariage pour tous, Notre Dame des Landes ...), elles ne portent pas sur le cœur de l'affrontement de classe et ne pèsent pas directement dans le rapport des forces entre le capital et le travail.

De son côté, **la direction du Parti Socialiste** n'a été qu'un ectoplasme incapable de répliquer à la droite sur ses attaques grossières ou de répondre aux arguties patronales ; incapable même de défendre les mesures positives prises quand elle était au pouvoir (35 heures...) ou d'expliquer les premières mesures fiscales qui taxaient le capital. De plus, en éliminant son aile gauche de la

direction, le PS vient de faire le choix du parti godillot, qui explique et justifie la politique du gouvernement plutôt que de chercher à peser sur elle.

Pour sa part, **le Front de Gauche, connaît « une certaine stagnation »** pour reprendre l'aimable formule de Janette Habel – Pierre Khalifa – Evelyne Sire-Marin dans leur contribution au débat. Après un bon démarrage avec la campagne contre le traité budgétaire européen, on aurait aimé que le Front de Gauche poursuive sur la même lancée sur les questions économiques et sociales. On aurait aimé depuis la rentrée une vigoureuse campagne de masse (tracts, affiches, meetings...) contre la droite pour rappeler les méfaits de sa politique et dénoncer les surenchères antisociales auxquelles se livrent Copé et Fillon ; contre le patronat pour dénoncer la logique financière des entreprises, contester leur lecture de la compétitivité ramenée au seul coût du travail et combattre leur prétention à mettre à bas les dernières protections des salariés ; pour nos propositions concrètes de changement. On aurait aimé un Front de Gauche mobilisé pour combattre les adversaires déclarés du changement et pour développer une vigoureuse campagne de masse pour un programme de mesures d'urgence illustrant de manière crédible la possibilité concrète d'une autre politique. Malheureusement, dans l'expression médiatique du Front de Gauche, la critique de Hollande et du gouvernement Ayraut aura occupé ces derniers mois plus d'espace et fait l'objet de plus de virulence que le combat contre la droite et le patronat et pour nos propres propositions. C'est une pondération erronée, qui brouille notre positionnement politique.

De plus, elle complique aujourd'hui le vote sur le budget (et la loi de financement de la sécurité sociale). Objectivement, l'épisode du « Rapport Gallois » et la théorisation du tournant libéral par Hollande lors de sa conférence de presse, devraient conduire à voter contre. Mais, dès lors qu'on n'a pas fait auparavant une grande campagne de masse contre les adversaires du changement et mis en avant à une large échelle des propositions alternatives crédibles, se joindre à la droite pour refuser ces textes hautement symboliques est aujourd'hui plus difficile. Dans cette situation, on peut comprendre que l'abstention puisse paraître alors non la meilleure, mais la moins mauvaise des solutions.

On nous objectera que le Front de Gauche a contribué à la réussite de la manifestation unitaire contre le traité budgétaire européen. Assurément. Mais cette mobilisation, d'une ampleur voisine de celle de la CGT du 9 octobre, a-t-elle davantage réussi à faire bouger les lignes du débat public ? On nous objectera que nos porte-paroles se sont exprimés. C'est bien le moins, mais cela peut-il suffire pour construire ce dont nous avons besoin à l'échelle du pays : une dynamique citoyenne pour le changement ? On nous objectera que nos groupes parlementaires mènent bataille sur des contre-propositions. Certes, et ils le font bien, mais leur parole n'aurait-elle pas plus de force si elle s'appuyait sur une mobilisation politique de tout le Front de Gauche ? On nous objectera que chacune des composantes développe ses propres activités et que les congrès des uns et des autres mobilisent des énergies et encouragent des initiatives partidaires. Certes, et nul ne leur en fait reproche, mais ne serait-il pas illusoire de croire que l'addition d'initiatives séparées peut remplacer une dynamique d'ensemble de tout le Front de Gauche ? Que sur différents sujets délimités, des initiatives séparées existent ne pose pas vraiment problème. Par contre, que sur une question aussi emblématique et centrale qu'un « contre-budget » ce ne soit pas le Front de Gauche (avec son groupe parlementaire) qui le présente n'est pas un gage de crédibilité.

Cette absence de dynamique sociale et politique suffisante à gauche a manqué pour faire contrepoids à l'offensive combinée de la droite et du patronat, complaisamment relayée et amplifiée par le système médiatique, et empêcher la capitulation de Hollande. Et ce n'est pas la déconfiture actuelle de l'UMP qui modifie substantiellement la donne, tant on peut craindre que ce ne soit le Front National qui en tire le principal profit.

Il est donc nécessaire de changer de braquet. Le Front de Gauche doit se remettre collectivement en mouvement. Sinon nous retomberions dans les ornières que nous disions vouloir

dépasser à la lumière de l'expérience de ces dernières années : ne pas être seulement une alliance électorale qui se mobilise pour les campagnes électorales mais retombe en léthargie une fois celles-ci achevées. Il en fut ainsi au lendemain des régionales, puis des européennes, etc. Alors, d'où vient la panne ? JH-PK-ESM appellent de leurs vœux des réponses organisationnelles pour dépasser le caractère « cartellisé » du Front de Gauche et élargir les possibilités d'engagements citoyens en son sein afin de dynamiser l'ensemble. Nous partageons cette volonté de stabiliser les outils et instances du Front de Gauche et d'aller vers une plus grande transparence des débats et processus de décision. Mais nous doutons que cela puisse suffire à relancer la dynamique, si cela ne s'accompagne pas d'un débat collectif approfondi sur la stratégie du Front de Gauche dans la situation créée par la défaite de Sarkozy et de la prise d'initiatives unitaires nouvelles. La dynamique du Front de Gauche est retombée après les présidentielles et lors des législatives.. Il faut donc prendre de front les questions d'orientation politique du Front de Gauche.

En effet, il y a de sérieuses divergences d'appréciation au sein du Front de Gauche sur l'analyse de la situation politique et sociale, sur les conséquences à en tirer en termes de propositions et de stratégie, sur l'attitude face à la droite et au patronat, sur les rapports au gouvernement et au reste de la gauche. Ce sont ces divergences qui entravent une démarche cohérente et unifiée du Front de Gauche. Telle est à notre avis la racine majeure de la « stagnation ». Les déclarations apaisantes des dirigeants (tout va très bien...) ne peuvent tenir lieu de réponses, pas plus que de circonscrire le débat entre une dizaine de personnes chargées d'élaborer un nouveau document stratégique. On ne peut traiter des divergences politiques et stratégiques par la diplomatie d'organisation, mais par un large débat impliquant les militants.

Quelques points de réflexion à ce sujet (nous nous sommes déjà longuement exprimés sur ces sujets dans une contribution post-élections en juin 2012 dont nous considérons que les analyses et propositions formulées alors restent valides ; nous ne développerons donc pas et renvoyons à cette contribution¹).

On ne tire évidemment pas les mêmes conclusions programmatiques et stratégiques si l'on pense que le mécontentement social conduit à la révolution citoyenne dans le prolongement des révolutions latino-américaines et arabes, ou si (comme nous) l'on pense que l'accumulation des défaites, le recul de la conscience de classe et les déceptions politiques risquent de conduire à une démoralisation rampante aux conséquences politiques délétères. Si tous se rejoignent dans la critique du modèle libéral de développement du capitalisme depuis près de trois décennies et la nécessité de défendre une logique alternative, les propositions immédiates à formuler peuvent différer. Entre le programme maximum pour un « grand basculement » à venir des premiers et un programme de mesures d'urgence pour remobiliser et chercher à arracher des victoires partielles des seconds, il y a de la marge... De même, en matière de stratégie, sur les rapports au gouvernement ou au reste de la gauche : il ne suffit pas d'en appeler à une majorité alternative. **Il faut prendre des initiatives concrètes pour en illustrer la possibilité, avec les forces qui incarnent aussi une volonté d'alternative : la gauche du PS et les Verts, ainsi qu'avec le mouvement social. Pour y parvenir, il faut en définir les thèmes avec elles et y mettre les formes pour permettre le travail commun.**

De ce point de vue, l'agenda programmé des reculs — et donc des débats politiques certains à venir — pourrait fournir un début d'inventaire des sujets à proposer de mettre au débat commun : retraites, banque publique d'investissement, hausse de la TVA, exonération fiscale des entreprises, et, plus immédiatement, austérité, emploi et flexibilité du travail... etc.

¹ <http://blogs.mediapart.fr/blog/claude-debons/211112/front-de-gauche-et-maintenant>

Peut-on espérer dépasser ces divergences majeures au sein du Front de gauche par le seul débat ? Nous en doutons, vu la différence des univers de référence des uns et des autres ; il y faudra le test de l'expérience. En attendant, personne n'ayant intérêt à la rupture, il faut *a minima* mettre en œuvre des campagnes permettant de relancer une certaine dynamique. La coordination du Front de Gauche a proposé il y a quelques semaines une campagne sur l'austérité et l'emploi. C'est assurément un thème au cœur des contradictions actuelles. Reste à entamer la construction pratique d'une telle campagne, en sachant que l'angle d'attaque à prendre n'échappera pas aux divergences ci-dessus évoquées, mais qui seront peut-être plus faciles à surmonter sur une question délimitée que globalement.

Dans un contexte de crise globale du système, devant la récession européenne qui s'installe, le Front de Gauche est le seul outil capable d'incarner un espoir à gauche, alors que les périls menacent. Ayons le sens des responsabilités collectives pour le faire vivre.

Car il nous faut prendre la mesure de ce qui, via la pression des marchés financiers contre les Etats, se joue dans l'offensive actuelle du capital : rien moins que mettre fin à « l'exception européenne » au sein du capitalisme mondial. Berceau du capitalisme, l'Europe fut aussi celui du mouvement ouvrier, du socialisme, du communisme... Au fil des luttes et des accélérations historiques (Fronts populaires, Libération...) un modèle social s'était constitué. Avec des avancées qui n'existent sur aucun autre continent, il a permis de faire durablement reculer l'emprise du capital sur l'économie et la société (nationalisations, protections sociales, droit du travail,...). Le capital n'a eu de cesse de tenter d'y revenir, mais sans grand succès au cours des « Trente Glorieuses ». Il aura fallu l'offensive libérale engagée il y a trois décennies, mettant en concurrence les systèmes sociaux à l'échelle de la planète et au sein de l'Union européenne, pour que la roue de l'Histoire commence à dérapier plus ou moins brutalement selon les pays. La rupture fut sévère avec Thatcher en Grande Bretagne. L'effondrement des pays du socialisme réel a permis la réintégration de leurs économies dans le marché mondial sous la forme d'un capitalisme brutal. Pour les autres pays européens, il y eut des reculs, parfois graves, mais jusqu'alors pas de véritable rupture du système social. Depuis 2008, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'offensive capitaliste qui vise à infliger une défaite historique à ce que fut le « mouvement ouvrier ». A bien des égards, la destruction des systèmes sociaux est très avancée dans les pays de l'Europe du Sud. Restent la France, l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord : c'est là que va se jouer une confrontation décisive, face au risque que Bourdieu qualifiait de « recul de civilisation ». **Cela appelle la constitution d'un large front politique et social, en France et au niveau européen,** rassemblé pour défendre les points fondamentaux de ce modèle social et conquérir de « nouveaux droits » pour résister, reconstruire des rapports de forces plus favorables et réunir les conditions d'une contre-offensive. Tel est, pour nous, le fondement du débat stratégique que devrait mener le Front de Gauche pour orienter son action.

CD/JR/28/11/2012

.../...

ANNEXE

Front de Gauche : et maintenant ?

Premières réflexions à l'issue de la séquence présidentielle-législatives.

Claude Debons – Jacques Rigaudiat - 25 juin 2012. (extrait)

(...) 3 - Revenir aux contradictions réelles pour bâtir une stratégie crédible.

D'abord comprendre la nature spécifique de l'affrontement de classe qui se joue sur le continent européen et qui n'est pas réductible à une transposition mimétique des révolutions latino-américaines ou arabes. Il s'agit, pour la bourgeoisie, d'imposer un ordre nouveau, celui du capitalisme mondialisé, impliquant la remise en cause du "modèle social" hérité des rapports de forces de l'après seconde guerre mondiale. Or, cette confrontation intervient à l'issue de près de trois décennies d'offensives libérales, de défaites subies, de fragmentation sociale et de recul de la conscience de classe. Il faut bien mesurer que nous ne sommes plus dans la situation des « Trente Glorieuses » et des rapports de forces issus de la Résistance et de la Libération. Nous sommes dans le contexte de la mondialisation, de la mise en concurrence des systèmes sociaux et des régimes fiscaux compétitifs pour parler comme David Cameron, et du tournant libéral de l'Union européenne devenue instrument coordonné de démantèlement social, auxquels s'ajoute de surcroît le surgissement de la question écologique. Nous avons connu une dégradation profonde des rapports de forces, matérialisée par la modification de la répartition des richesses au détriment du travail, un recul des systèmes de solidarité et des services publics, une fragmentation du salariat sous l'effet du chômage de masse et de la précarité, la mise en concurrence des salariés entre eux par les nouvelles organisations productives. Ceci intervenant dans un contexte de désindustrialisation qui a décimé la classe ouvrière, par ailleurs désarmée de sa vision du monde et de son projet historique par la faillite du « socialisme réel » et le ralliement de la social-démocratie européenne au libéralisme. Le tout, enfin, baignant dans l'idéologie libérale, relayée par tous les grands médias comme par une large partie du monde intellectuel. Elle a profondément bousculé les valeurs, les repères et les représentations héritées de l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique dans notre pays et ailleurs en Europe. Excusez du peu ! Comment imaginer que cela n'aurait eu aucune conséquence sur ce que nous appelons la « conscience de classe », sur les voies et les moyens de la mobilisation populaire, sur les conditions de la transformation sociale dans le capitalisme contemporain ! C'est bien cette réalité-là que nous devons absolument regarder en face plutôt que de continuer de la fuir dans des constructions imaginaires qui s'avèreront nécessairement des échecs.

Les mouvements sociaux de ces dernières années en France et en Europe témoignent du refus d'accepter les politiques libérales. Leur persistance est exceptionnelle eu égard aux reculs et défaites subies depuis plus de deux décennies. Ils montrent des potentialités et constituent des points d'appui pour construire une contre-offensive politique et sociale, mais ils butent sur la difficulté de l'alternative. Ces mouvements disent le refus de mesures injustes et brutales. Ils expriment une prise de conscience des méfaits du néo-libéralisme. Ils manifestent le rejet « des banquiers et des politiciens ». Ils indiquent une aspiration à la justice et à la démocratie, c'est-à-dire à un autre partage des richesses et à la maîtrise par les citoyens de leur avenir. C'est un point d'appui décisif pour combattre le néo-libéralisme et ouvrir des perspectives et il faut être au cœur de ces mouvements et encourager leur développement.

Mais ces mouvements butent sur la question de la perspective politique alternative que, dans la plupart de ces pays, ils ne sont pas en capacité de résoudre à court terme pour des raisons profondes (voir ci-dessus), du fait de la faiblesse de la gauche de transformation et de la difficulté pour que, dans ces conditions, l'irruption sociale se transforme en construction politique.

*Le dernier mouvement social sur les retraites a ainsi confirmé une capacité de mobilisation forte qui montre que le pays n'est pas résigné à l'acceptation de réformes inégalitaires et injustes. Pour une fraction croissante (mais plus réduite que la masse de ceux qui ont rejeté la réforme des retraites), cela s'est accompagné d'un rejet plus global du « sarkozysme », des politiques libérales et, plus largement, du « modèle » libéral (cette prise de conscience a bien évidemment été amplifiée par l'éclatement de la crise qui discrédite profondément ce qui nous avait été présenté comme « la seule politique possible »). **Mais quand il s'agit de la conscience politique de l'alternative, là, les choses sont beaucoup plus confuses comme l'avaient déjà montré les élections cantonales — ou à leur manière les sondages — et maintenant les derniers résultats électoraux.***

Dans la situation actuelle, il y a donc des potentialités et des limites ; exploiter au mieux les premières suppose de ne pas ignorer les secondes. Cette réalité dessine les tâches politiques qui devraient être les nôtres pour surmonter ces difficultés.

*Si la crise signe la faillite du modèle libéral et interdit une adhésion de masse à son projet, le brouillage et la prégnance idéologiques demeurent largement. Le libéralisme n'est pas fort par ses résultats, qui le discréditent, mais par l'inexistence d'un « modèle » alternatif crédible (et nous ne pensons pas que « L'Humain d'abord » y suffise). La question de l'alternative à construire est loin d'être résolue, justement du fait de ce que nous avons énoncé plus haut. Il ne suffit pas de recycler des mots d'ordre anciens pour être crédible. Imaginons un peu que trente ans de libéralisme dominant signifient que la plupart de celles et ceux qui ont moins de 45 ans — si on situe l'âge de raison politique à 15 ans ! — n'ont baigné dans aucune autre « ambiance » ! **Il y a donc un travail à faire d'analyse de tout ce qui a changé depuis trois décennies et d'élaboration de réponses qui pour une part doivent se renouveler en s'enracinant dans les réalités et les consciences d'aujourd'hui.** Nous avons au Front de Gauche les expériences et capacités militantes et intellectuelles pour mener ce travail. Encore faut-il prendre conscience de son importance pour l'entreprendre. (...)*

Texte intégral consultable sur :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/claude-debons/211112/front-de-gauche-et-maintenant>